

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - PRÉAMBULE



**Le Débat d'Orientations Budgétaires constitue la première étape du cycle budgétaire 2026.**

**Ce débat n'a aucun caractère décisionnel et n'est pas soumis au vote de l'assemblée mais il fait cependant l'objet d'une délibération afin que le Préfet puisse s'assurer de sa tenue conformément à la loi.**

**Le Débat d'Orientations Budgétaires a vocation à éclairer les choix budgétaires et financiers qui détermineront les priorités pour l'année 2026. Il constitue une étape importante du cycle budgétaire et du débat démocratique.**

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - PRÉAMBULE



Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire et doit intervenir dans le cadre :

- ❖ De la loi du 6 février 1992,
- ❖ De l'ordonnance N° 2005-1027 du 26/08/2005,
- ❖ Du Code général des collectivités territoriales.

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être produit et débattu, au cours d'une séance du Conseil municipal dans les deux mois précédant l'examen et le vote du budget primitif. En nomenclature M57, ce délai est porté à 10 semaines.

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES



Conformément au Code général des collectivités territoriales et à la loi de programmation des finances publiques, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, sont présentées :

- ❖ L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement exprimée en valeur en comptabilité générale de la section de fonctionnement,
- ❖ L'évolution du besoin de financement.

En outre, le rapport comporte :

- ❖ Les orientations budgétaires portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement, les hypothèses notamment en matière de concours financiers,
- ❖ Les engagements pluriannuels,
- ❖ L'encours de la dette et l'évolution de l'endettement,
- ❖ L'évaluation de l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne.

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES - SOMMAIRE



## LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026

### LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE

- ❖ Rétrospective 2020 - 2025
- ❖ Les orientations budgétaires 2026

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

- ❖ La croissance mondiale, après 3,0 % en 2024, connaîtrait un léger ralentissement à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026.
- ❖ Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé.
- ❖ En Chine, la croissance est restée favorable au 3<sup>ème</sup> trimestre mais des signes de fléchissement sont perceptibles. Par ailleurs, le changement de gouvernement au Japon pourrait aussi influencer sur l'orientation de la politique économique.
- ❖ Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées.
- ❖ Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % , tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### Zone Euro : une croissance en ordre dispersé

- ❖ La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024.
- ❖ La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. En 2026, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.
- ❖ L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE en 2025, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement en 2026 à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### France : l'activité résiste à l'incertitude politique

- ❖ Une prévision de croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026. La croissance française a été particulièrement dynamique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 (+0,5 %) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française comme l'aéronautique.
- ❖ L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.
- ❖ Après 2,3 % en 2024, l'inflation s'établirait à 1,0 % en 2025. L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025.
- ❖ L'inflation française resterait modérée en 2026 (1,7%), ce qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro ainsi que la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### France : le climat de l'emploi se dégrade

- ❖ Coup de frein sur l'emploi, avec, sur un an, une baisse de l'emploi salarié privé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation.
- ❖ En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre.
- ❖ Un taux de chômage resté stable au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 (7,5 %) et attendu en légère hausse en 2026 (7,6 %), la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### France : budget 2026, une route semée d'embûches

- ❖ 14 /10/2025 => **Dépôt du projet de loi de finances 2026**
- ❖ 24/10/2025 => Début de l'examen à l'Assemblée nationale (AN) en séance publique
- ❖ 22/11/2025 => Rejet de la première partie et transfert au Sénat
- ❖ 27/11/2025 => Début de l'examen au Sénat en séance publique
- ❖ 04/12/2025 => Adoption de la première partie par le Sénat
- ❖ 15/12/2025 => **Adoption du PLF par le Sénat en première lecture**
- ❖ 19/12/2025 => **Échec de la Commission mixte paritaire (CMP)**

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### France : budget 2026, une route semée d'embûches

- ❖ **26/12/2025 => Promulgation de la loi spéciale (art. 47 Constitution et 45 LOLF)**
  - Autorisation de percevoir les impôts en 2026 sur la base des textes existants
  - Reconduction des prélèvements sur recettes votés en loi de finances 2025
  - Autorisation pour l'État de recourir à l'emprunt
- ❖ 29/12/2025 => Promulgation du décret n° 2025-1397 portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics
- ❖ 30/12/2025 => Promulgation de deux circulaires de mise en œuvre du décret

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2026



### France : budget 2026, une route semée d'embûches

- ❖ **13/01/2026 => Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2026 à l'AN** sur la base du texte adopté par le Sénat (15/12/2025) - Commission des finances les 8 et 9 janvier - Séance publique du 13 au 23 janvier
- ❖ **14/01/2026 => Suspension des débats par le gouvernement** suite à la suppression par les députés de la DGF des collectivités, en commission, puis son rétablissement avec indexation sur l'inflation et une amputation de quelque 5 milliards d'euros
- ❖ **20/01/2026 => Décision du premier ministre de recourir à l'article 49-3 de la constitution** pour faire adopter sans vote un nouveau PLF 2026
- ❖ **Et après ?**

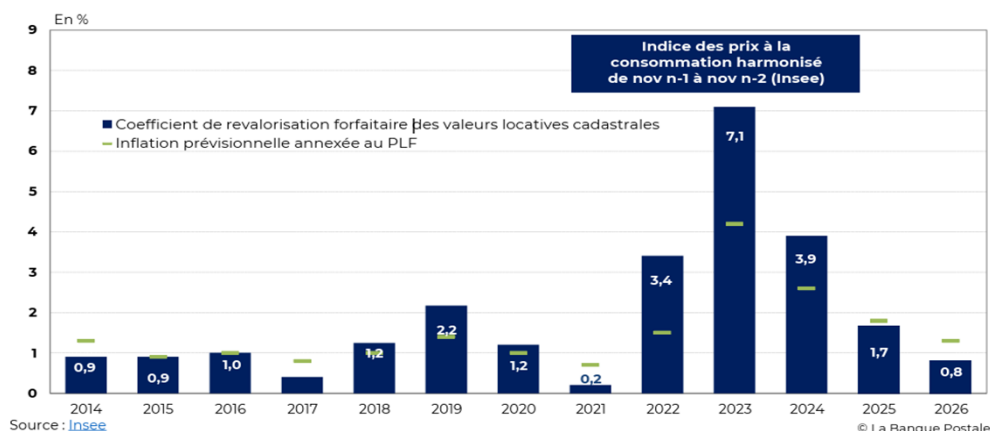
**Quelles conséquences pour les collectivités ?**

# LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026

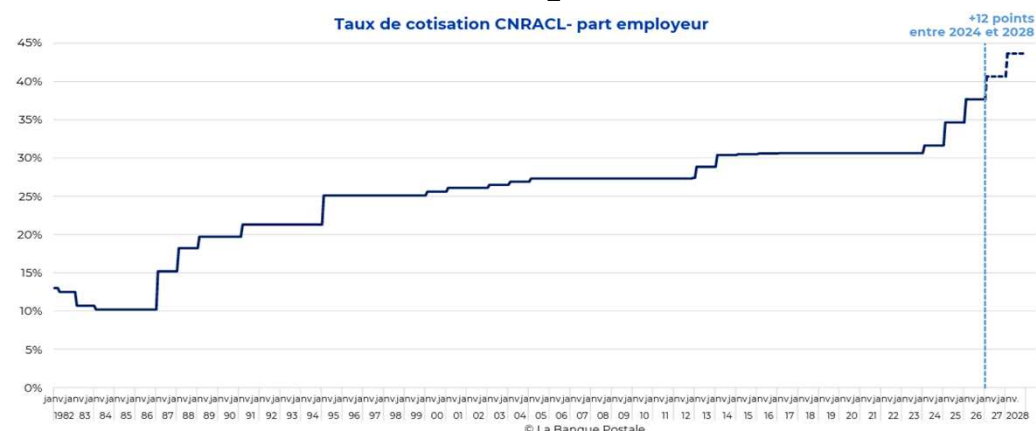


## Budget 2026, les principales mesures actées

### Revalorisation des valeurs locatives cadastrales



### Hausse des cotisations patronales CNRACL



**Actualisation annuelle de la valeur forfaitaire de la taxe d'aménagement en fonction de l'indice du coût de la construction (ICC) au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année N-1 => 1 011 €/m<sup>2</sup> en Île-de-France et 892 €/m<sup>2</sup> ailleurs (1 054 € et 930 € en 2025) (en attente de la parution du décret officiel)**

**-4,1 %**

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



### Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

- ❖ **Évolution significative des concours financiers de l'État par rapport à la loi de finances initiale 2025 :**
  - ✓ Stabilisation de la DGF (à périmètre constant)
  - ✓ Compensation d'exonérations d'impôts locaux : + 194,3 M€
  - ✓ Dotation des communes nouvelles : + 8,8 M€
  - ✓ Dotation élu local : + 59,5 M€ (gagés sur la DCRTP) dans la version du 15/12/2025
  - ✓ Compensation de la réduction des bases industrielles : - 789,1 M€, ramenée à - 380,1 M€ (15/12/2025)
  - ✓ FCTVA : + 212,7 M€
  - ✓ Fonds de sauvegarde des départements : + 7 M€ (avec un abondement spécifique), porté à +560 M€ (soit un montant total de 600 M€) dans la version du 15/12/2025

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



### Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

#### ❖ Un renforcement de la péréquation en 2026 :

##### ✓ **Communes => +290 M€**

- Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) : +140 M€ à 2,946 Md€ (+4,99 %)
- Dotation de solidarité rurale (DSR) : +150 M€ à 2,377 Md€ (+6,73 %)
- Dotation nationale de péréquation (DNP) : inchangée à 0,794 Md€

##### ✓ **EPCI (Dotation d'Intercommunalité) => +90 M€ à 1,863 M€ (+5,08 %)**

##### ✓ **Départements => +10 M€ à 1,563 Md€ (+0,64 %)**

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



### Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

- ❖ **Une redistribution interne à la dotation globale de fonctionnement (DGF)** pour financer, pour le bloc communal et sous réserve de décisions différentes du Comité des Finances Locales :
  - ✓ L'évolution démographique des communes (38,4 M€ estimés),
  - ✓ La croissance de la péréquation communale (290 M€) et de la dotation d'intercommunalité (90 M€).
- ❖ **Par prélèvement de l'augmentation de la dotation d'intercommunalité sur la dotation de compensation des E.P.C.I.** (-221 M€ environ) et pour la DGF des communes **sur la dotation forfaitaire de certaines communes** (-197 M€ environ)
- ❖ **Prélèvement de 2,5 M€ pour le Fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU)** lui-même prolongé jusqu'en 2030.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



### Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

- ❖ **Création d'un fonds d'investissement pour les territoires** regroupant 3 dotations d'investissement : dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation politique de la ville (DPV) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). À noter : suppression de la création de ce fonds et maintien des dotations antérieures dans la version au 15/12/2025.
- ❖ **Réduction de la dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de 19,45 % et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) à hauteur de 23,33 % =>** réduction du nombre de bénéficiaires de la dotation et risque de suppression du fonds dans plusieurs départements, dont le **Rhône**.

Nombre de bénéficiaires	2019	De 2020 à 2023	2024	2025 (est.)	2026 (est.)
Communes	1 809	1 792	1 778	1 549	669
E.P.C.I.	477	472	467	318	245

À noter : une baisse de la DCRTP limitée à 14,42 %, avec stabilité pour les régions et -34,21 % pour le bloc communal dans la version au 15/12/2025.

## LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



### Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

- ❖ **Modification du périmètre d'éligibilité du fonds de compensation de la TVA avec fin de la prise en compte des dépenses de fonctionnement.** À noter : modification non entérinée dans la version au 15/12/2025 et rétablissement de l'éligibilité des travaux réalisés en régie.
- ❖ **Réintégration dans la DGF de la quote-part de TVA des régions versée depuis 2018 en compensation.** À noter : mesure supprimée dans la version du 15/12/2025.
- ❖ **Application d'un coefficient de minoration de 25 % sur la compensation versée aux EPCI et aux communes en lien avec la réforme des valeurs locatives des établissements industriels de 2021** (valeurs locatives en matière de CFE et TFB divisées par 2). À noter : révision du coefficient de minoration à 19,3 %, avec plafonnement de l'impact à 2 % des recettes réelles de fonctionnement dans la version du 15/12/2025.

# LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR 2026



## Ce qui était prévu au PLF 2026 (les principales mesures)

❖ **Renouvellement et extension du « dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales » (Dilico), créé en 2025.**

- ✓ **Prélèvement de 2 Md€ sur les recettes des collectivités locales (contre 1 Md€ en 2025), dans la limite d'un plafonnement des recettes de fonctionnement des budgets principaux 2023 à 2 %.**
- ✓ **Quote-part de reversement individuel plafonnée à 80 % (90 % en 2025) le restant étant destiné à alimenter chaque année le FPIC pour le bloc communal. Reversement lissé sur 5 ans à partir de 2027 (3 ans en 2025).**

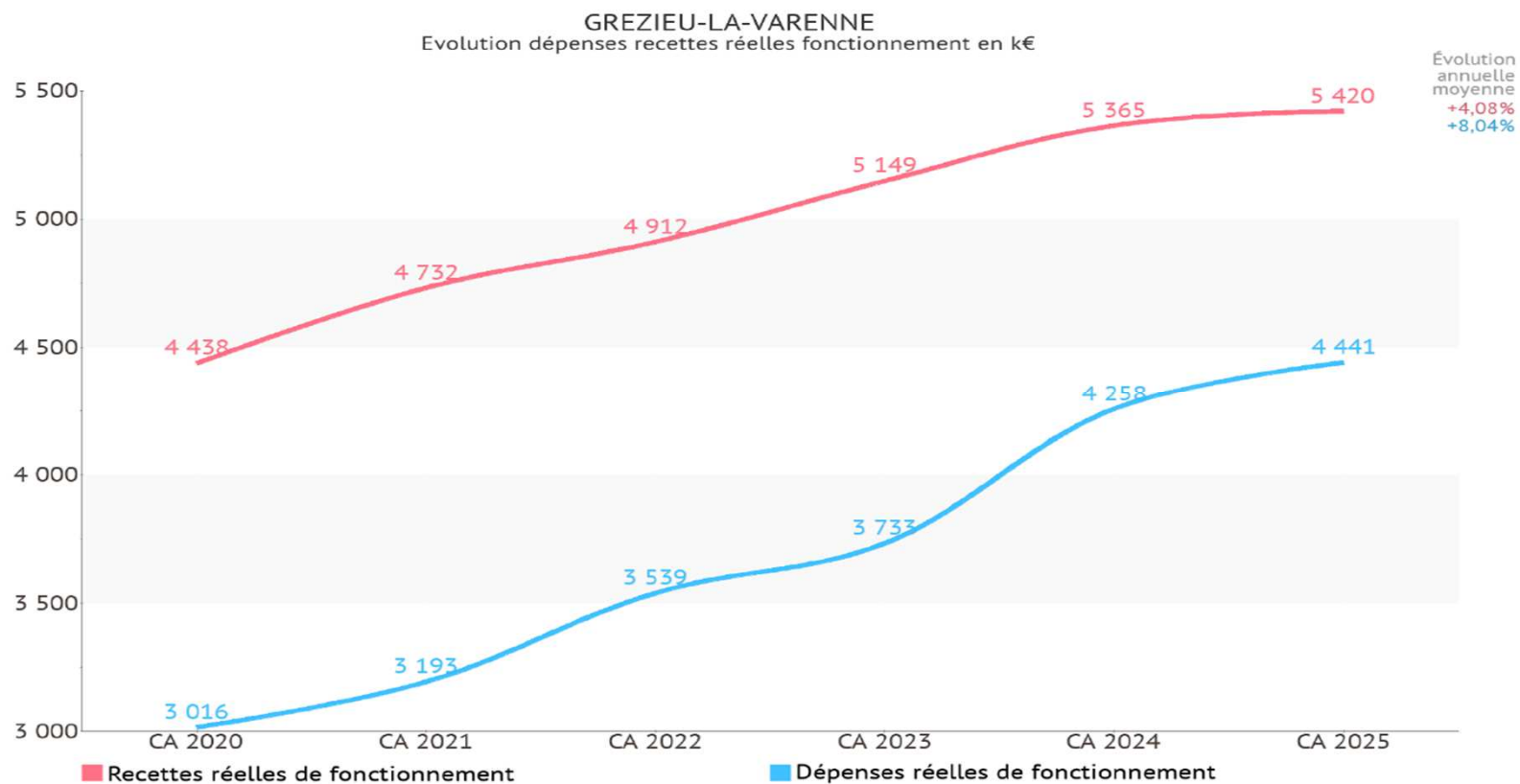
2025	Montant en M€	Nombre	Plafonnés
Communes	250	1 924	167
E.P.C.I.	250	141	106
Départements	220	50	0
Régions et C.T.U.	280	12	0
2026 PLF	Montant en M€	Nombre	Plafonnés
Communes	720	3 615	2 480
E.P.C.I.	500	508	398
Départements*	280	50**	0
Régions et C.T.U.	500	12	3

\*Dont Paris et la Métropole de Lyon

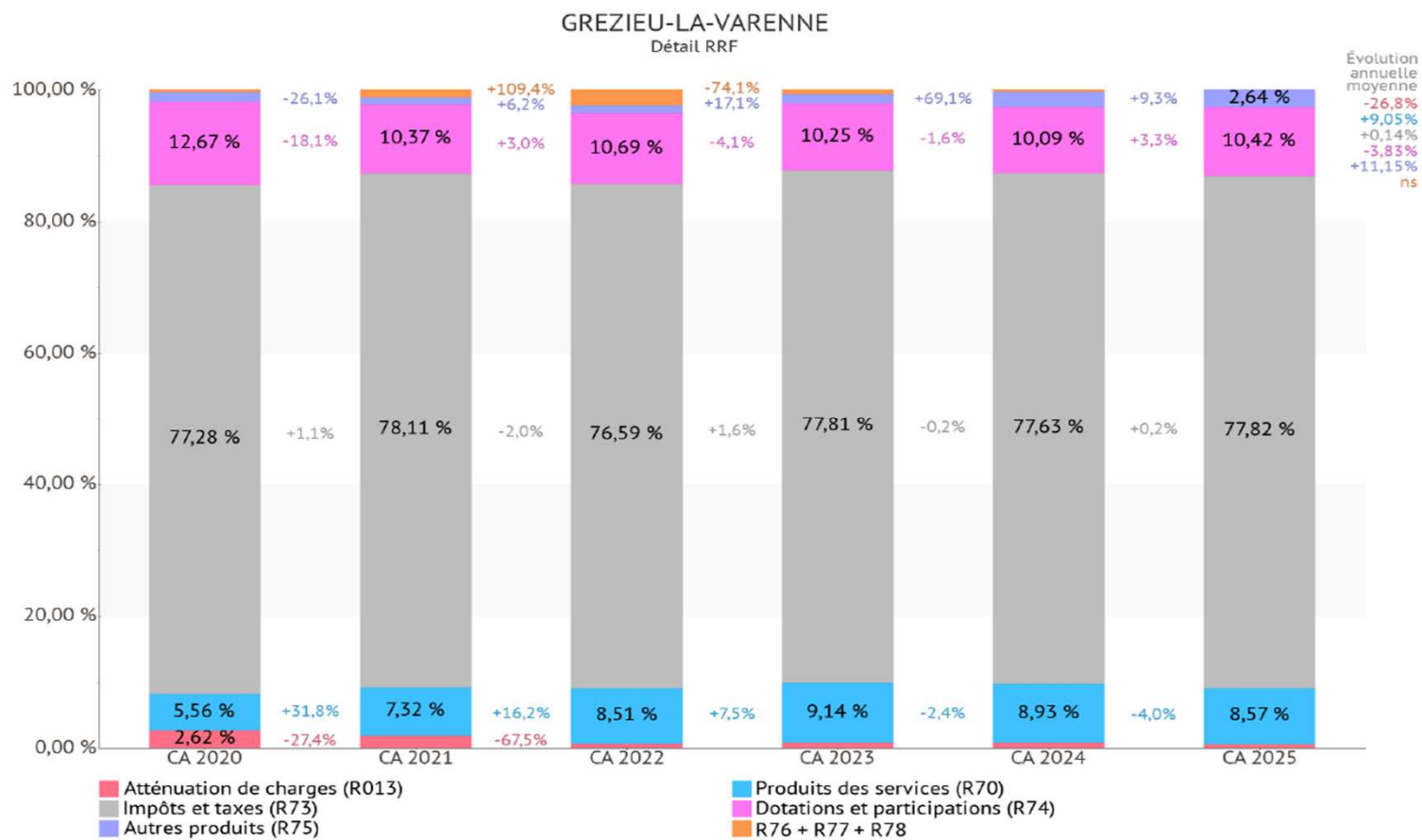
\*\*Sauf exonérations

À noter : reconduction des règles du Dilico I dans la version au 15/12/2025.

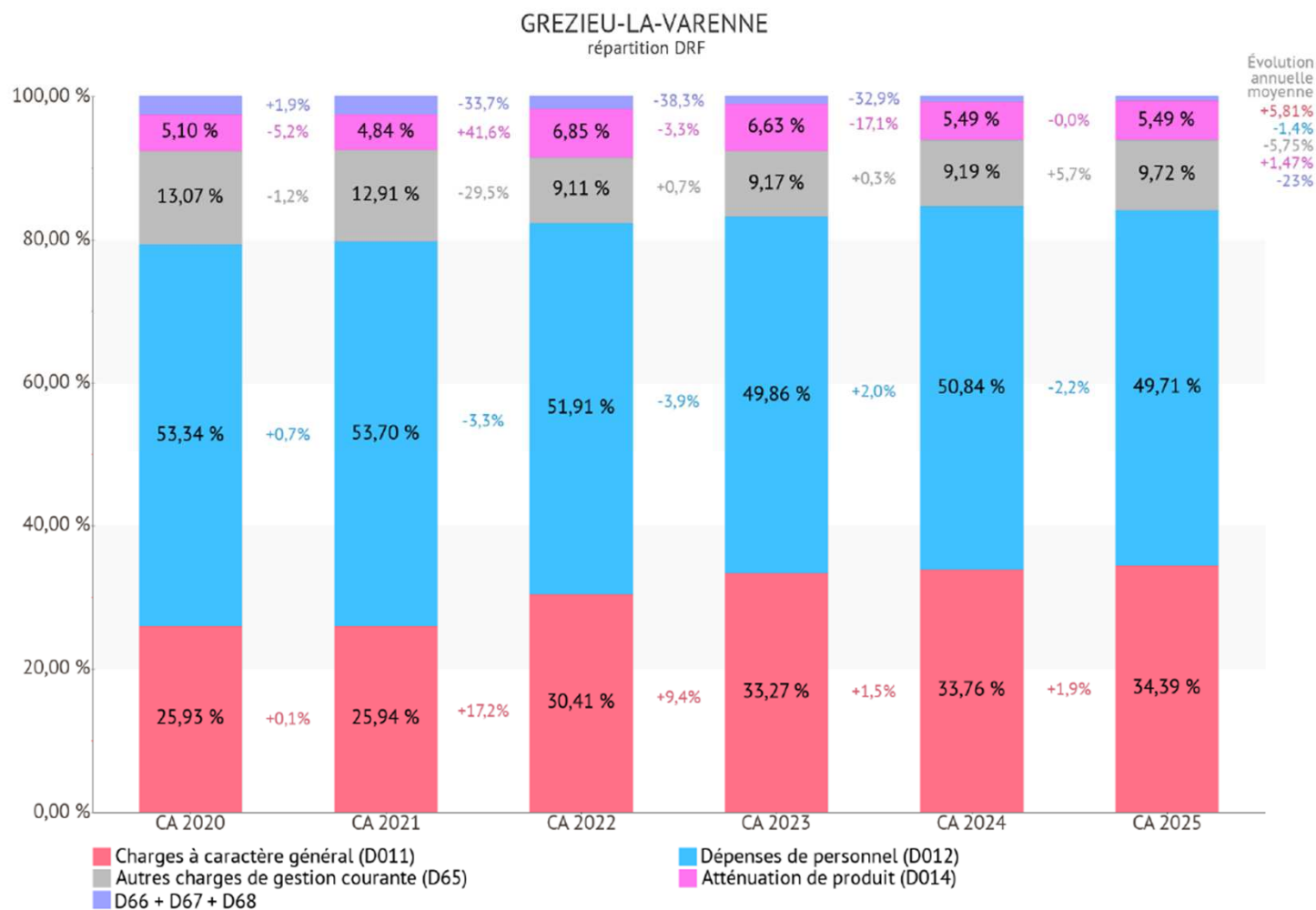
# LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE : RÉTROSPECTIVE 2020-2025



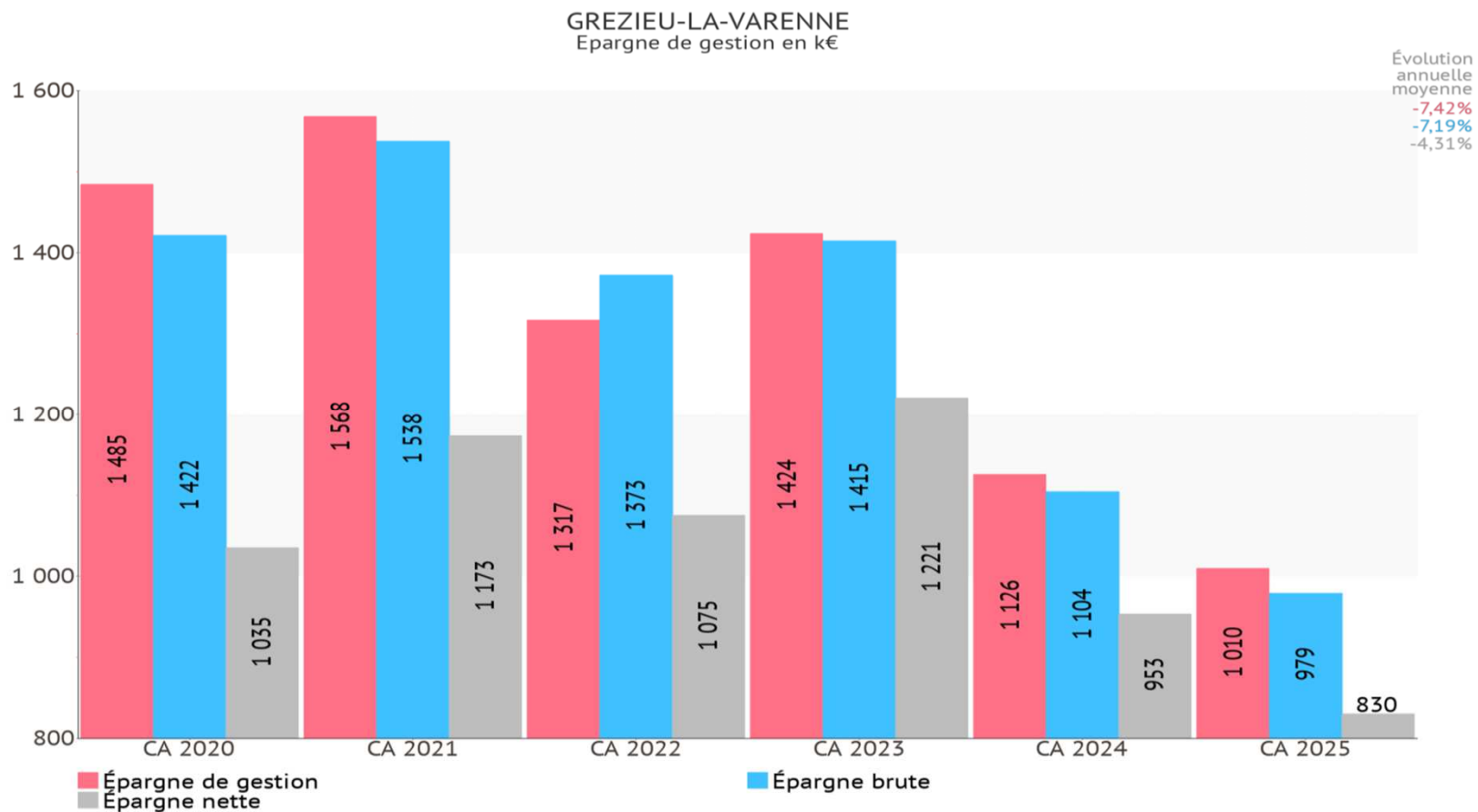
# LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE : RÉTROSPECTIVE 2020-2025



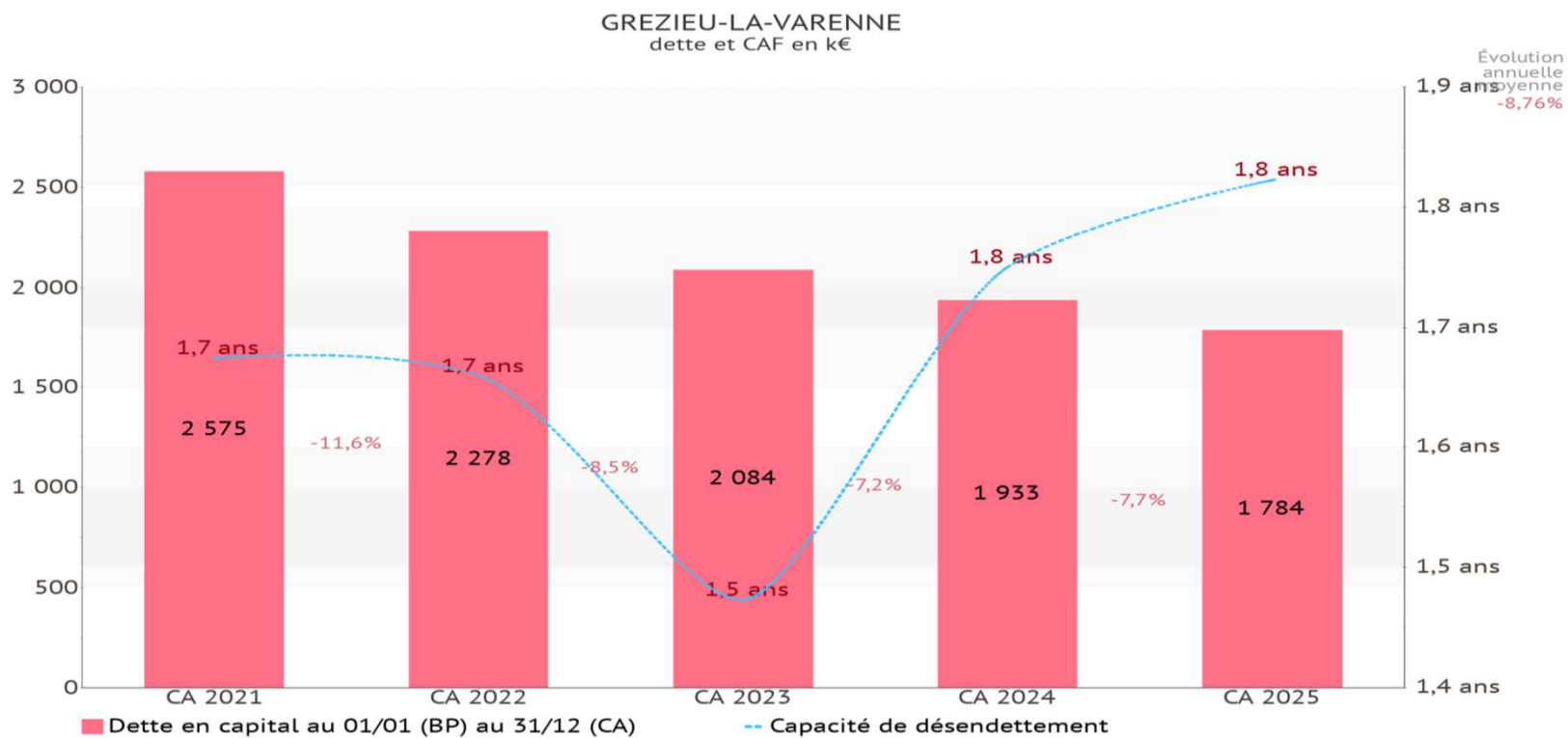
# LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE : RÉTROSPECTIVE 2020-2025



# LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE : RÉTROSPECTIVE 2020-2025



# LA SITUATION DE GRÉZIEU-LA-VARENNE : RÉTROSPECTIVE 2020-2025



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## UN CONTEXTE INÉDIT ET PLUS QU'INCERTAIN



Des orientations budgétaires intégrant :

- ❖ Augmentation de +3 points du taux de cotisation patronal de la CNRACL
- ❖ Suppression de l'enveloppe du FDPTP
- ❖ Revalorisation limitée des bases fiscales (+0,8 %)
- ❖ Stabilité de l'enveloppe de DGF

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



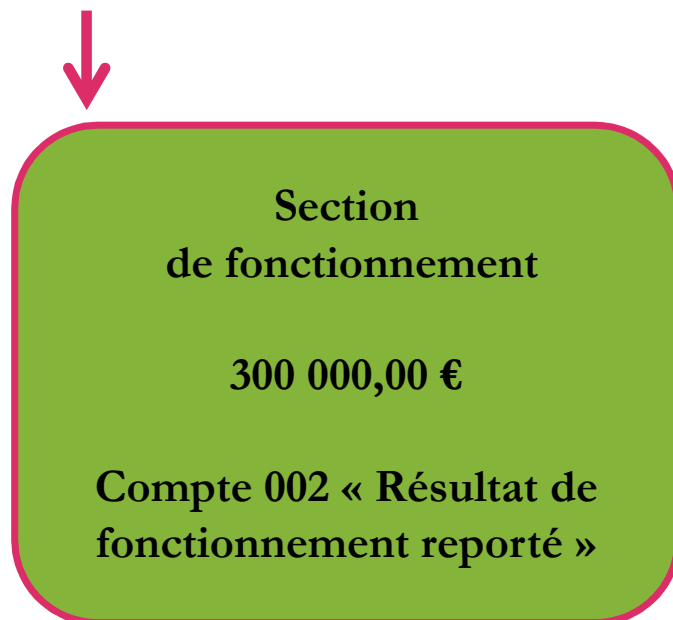
## Principes retenus pour l'élaboration budgétaire 2026 :

- ❖ Affectation « traditionnelle » de 300 000 € en excédent de fonctionnement reporté
- ❖ Recettes évaluées de manière très prudente
- ❖ Stabilité des taux d'imposition
- ❖ En investissement, des crédits principalement dédiés aux opérations en cours

## LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

### AFFECTATION PRÉVISIONNELLE DES RÉSULTATS 2025

- ❖ Un excédent d'investissement prévisionnel de 1 991 641,64 € affecté en recettes d'investissement au compte 001 « solde d'exécution d'investissement reporté »
- ❖ Un excédent prévisionnel de fonctionnement de 938 292,51 € à affecter :



# LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



### ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

**Dépenses réelles de fonctionnement**  
4 929 079 €

Charges à caractère général : 1 910 673 €  
Charges de personnel : 2 273 840 €  
Atténuations de produits : 256 000 €  
Autres charges de gestion courante : 459 719 €  
Charges financière: 24 912 €  
Charges spécifiques: : 2 500 €  
Dotations aux provisions : 1 435 €

**Transfert à la section d'investissement**  
dont amortissement – 773 111 €

**Recettes réelles de fonctionnement**  
5 380 130 €

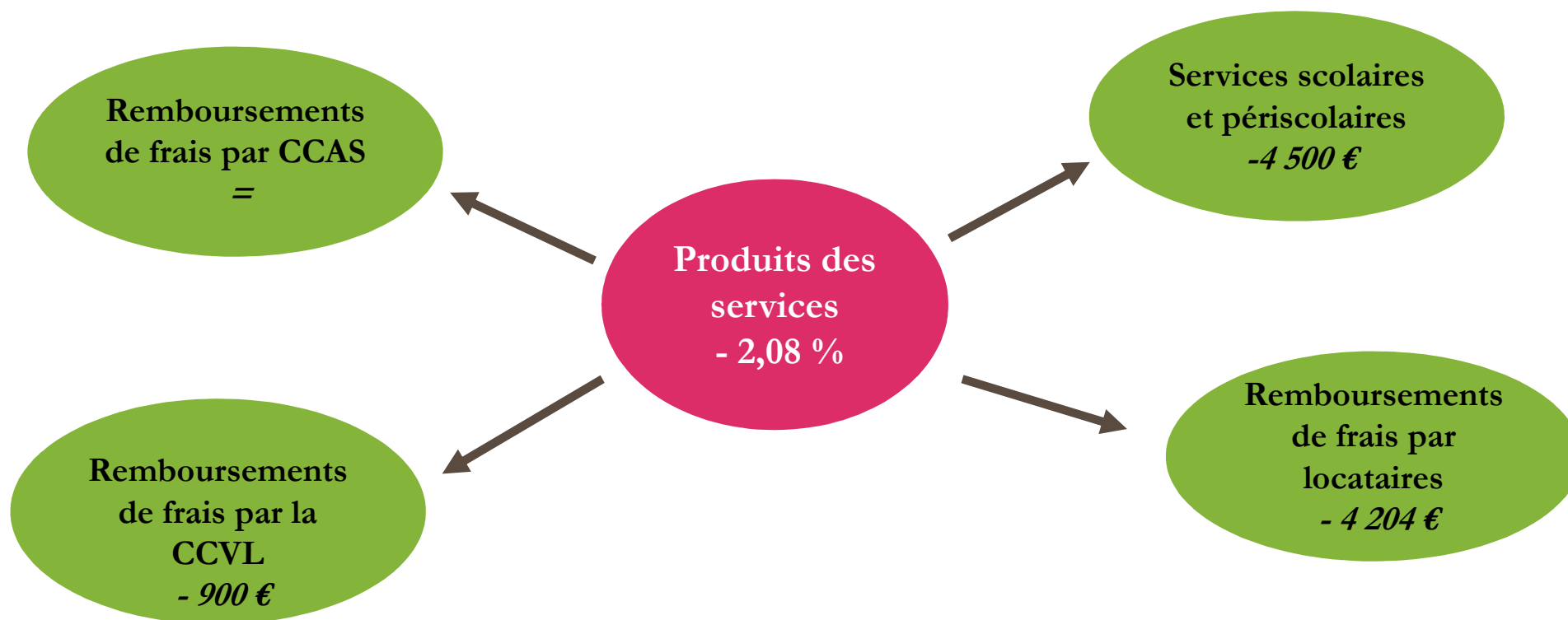
Atténuations de charges : 31 500 €  
Produits des services : 471 615 €  
Impôts et taxes : 52 710 €  
Fiscalité locale : 4 170 200 €  
Dotations et participations : 552 940 €  
Autres produits de gestion courante : 99 165 €  
Produits spécifiques : 2 000 €

**Amortissement des subventions**  
d'investissement – 22 060 €

**Excédent de fonctionnement reporté – 300 000 €**

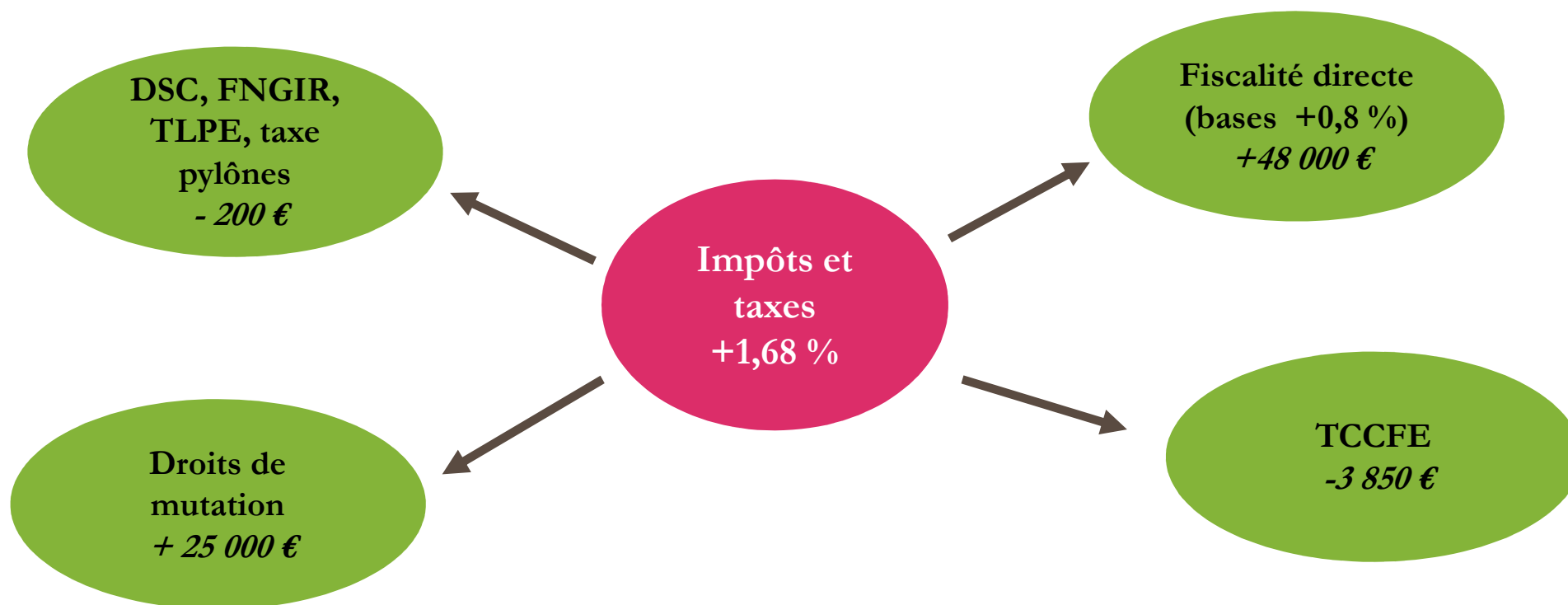
# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## Section de fonctionnement – Recettes réelles – Chapitre 70



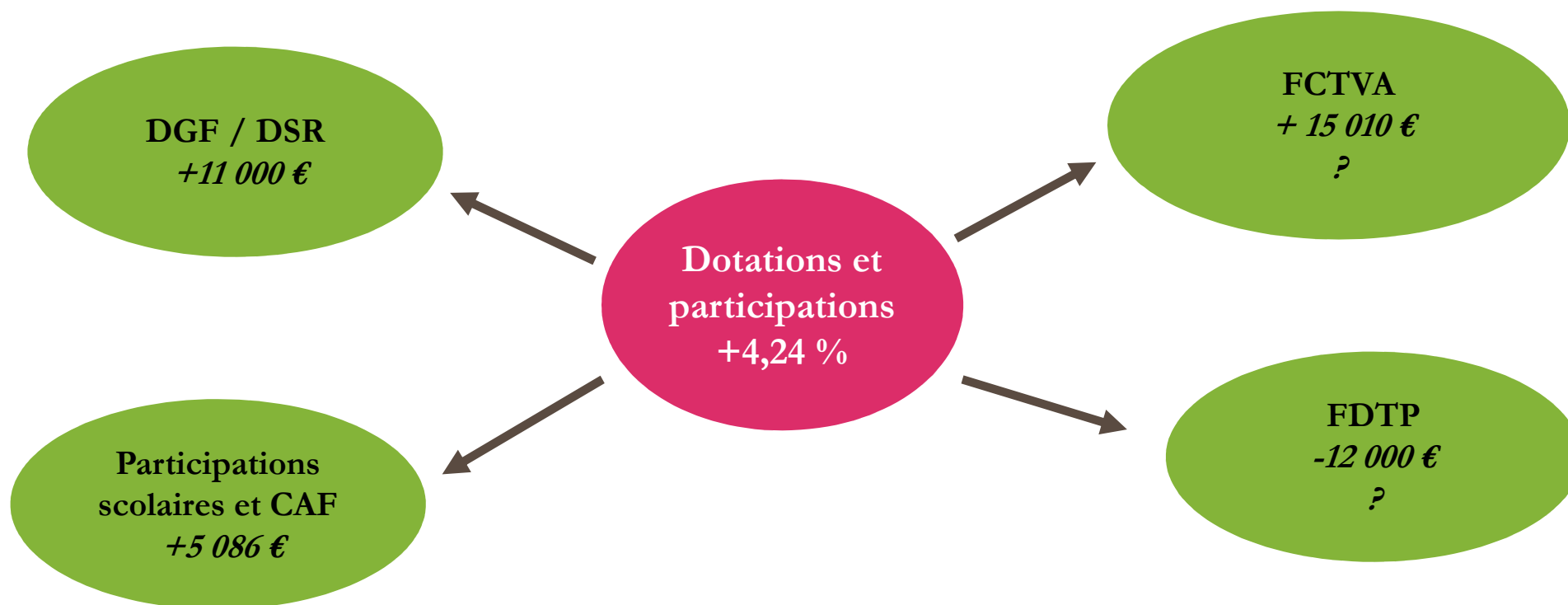
# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

## Section de fonctionnement – Recettes réelles – Chapitres 73 et 731



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

## Section de fonctionnement – Recettes réelles – Chapitre 74



## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

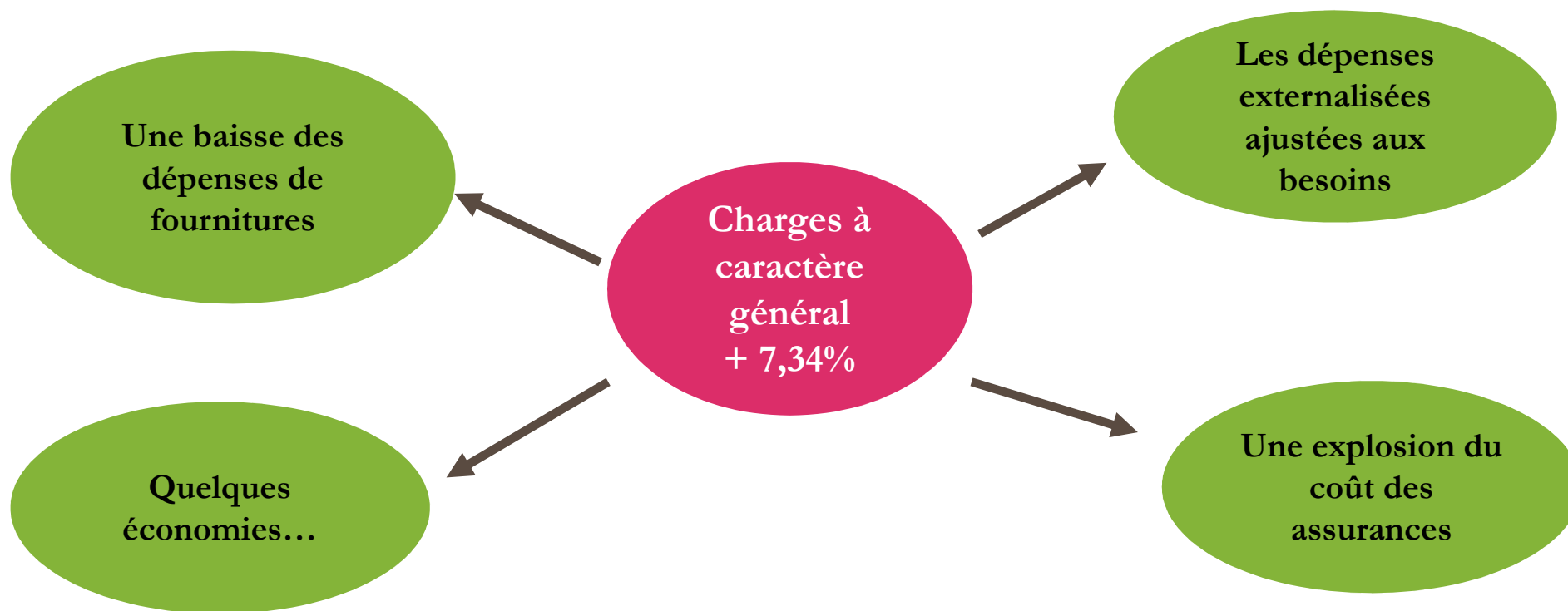
### Section de fonctionnement – Recettes réelles – Chapitres 75 et 77



- Depuis le passage à la M57 ne subsistent dans le chapitre 77 que des **produits spécifiques liés** aux régularisations comptables sur exercices antérieurs et aux opérations de cessions. Une enveloppe prévisionnelle de 2 000 € sera inscrite au budget pour la première catégorie de recettes.

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 011



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 011

Une baisse des  
dépenses de  
fournitures  
- 5,20%

- Fluides => - 6,69 % / BP 2025 , principalement sur les dépenses d'électricité (-15 200 €)
- Alimentation => -3,31 % (- 4 800 €/BP 2025), dépenses ajustées aux effectifs scolaires
- Pas de travaux en régie prévus sur 2026 (- 5 000 €)

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 011

Les dépenses externalisées ajustées aux besoins

- Élagage => 28 000 € (+8 000 €/BP 2025), avec notamment 3 200 € pour l'arrachage de haies route de Bordeaux
- Entretien et réparation du matériel et des bâtiments communaux vieillissants => 211 700 € (+67 100 €/BP 2025), avec notamment la mise aux normes électriques de tous les bâtiments (14 000 €) et interventions sur installations de chauffage (17 000 €)
- Marché de propreté urbaine => 90 350 € (+7 645 €/BP 2025) avec le nettoyage du marché forain et l'intégration du périmètre de la salle des fêtes
- Nettoyage des bâtiments communaux => 121 450 € (+27 200 €/BP 2025) avec le nettoyage des courts de tennis intérieurs et de la salle des fêtes

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 011

Une explosion  
des coûts  
d'assurances

→ Nouveaux marchés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 avec des prix en forte hausse :

- ❖ Multirisques dommage aux biens => 56 355 € (+33 355 €/BP 2025)
- ❖ Responsabilité civile et protection fonctionnelle => 48 200 € (+45 700 €/BP 2025)
- ❖ Flotte automobile => 7 500 € (+1 300 €/BP 2025)

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 011

Quelques  
économies ...

- Contrats de location de matériels :
  - ❖ Distributeur automatique de billets => 5 040 € (-12 960 €/BP 2025)
  - ❖ Télésurveillance => 1 825 € (-4 575 €/BP 2025)
- Frais de contentieux => 5 000 € (-5 000 €/BP 2025)
- Instruction des ADS (SOL) => 26 000 € (- 6 000 €/BP 2025)

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



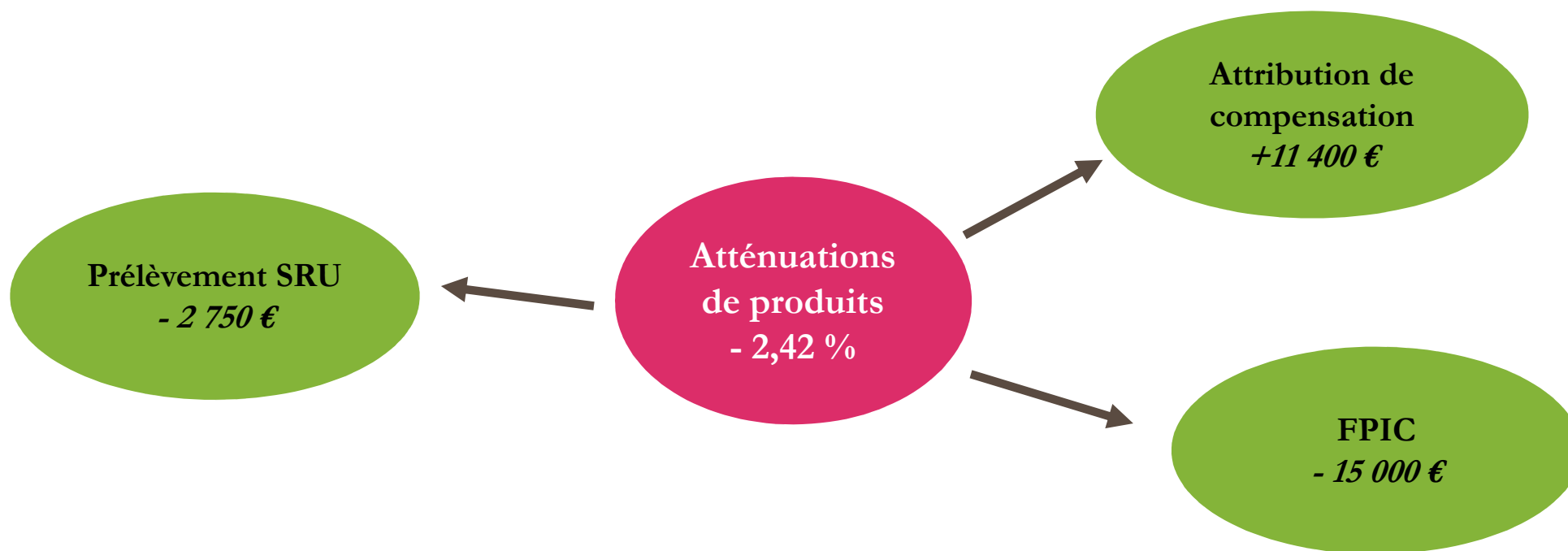
## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 012

Des charges  
de personnel  
stables  
- 1%

- GVT et augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2026 => + 8 000 €
- Personnel extérieur (prestations de remplacement cuisine centrale et mise à disposition CCVL) => -20 500 €
- Augmentation du taux de cotisation patronale CNRACL => +26 000 €
- Participation de la collectivité à la PSC – Volets prévoyance et santé => +5 700 €
- Dépenses connexes :
  - ❖ Tickets restaurant => + 3 000 €
  - ❖ Assurance du personnel => - 20 000 €

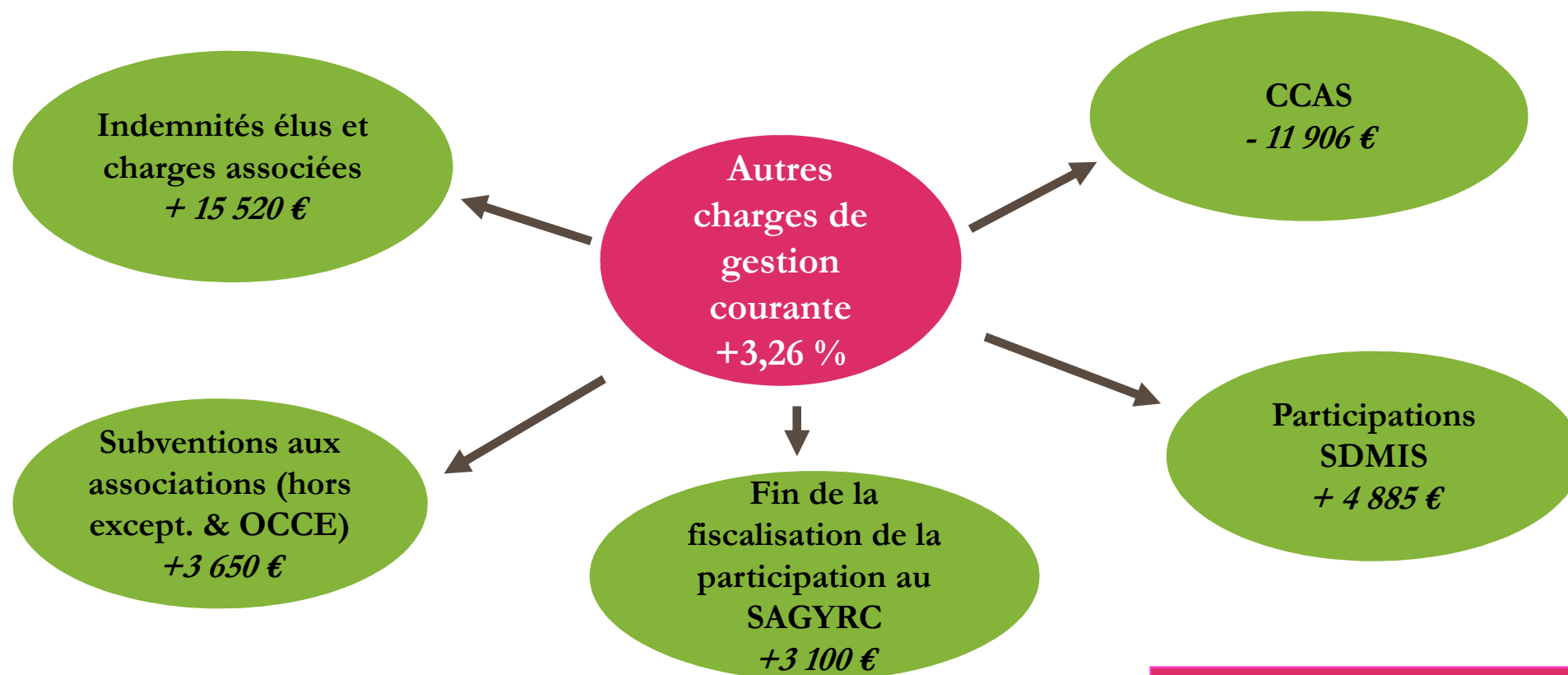
# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 014



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitre 65



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025



## Section de fonctionnement – Dépenses réelles – Chapitres 66 et 67

- Les charges financières actent le désendettement de la commune (-8,65 %) :
  - ❖ La prévision budgétaire s'établit à 24 912 € (intérêts réglés à échéance et ICNE)
  - ❖ Reste un seul emprunt en cours
  
- Depuis le passage à la M57 ne subsistent dans le chapitre 67 que des charges spécifiques liées aux régularisations comptables sur exercices antérieurs et aux opérations de cessions. Une enveloppe prévisionnelle de 2 500 € sera inscrite au budget.

## LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



Le projet de budget 2026, avec une hausse plus importante des dépenses de fonctionnement (+ 4,09 %) que des recettes (1,22 %), permet de dégager une enveloppe de **303 111 €** pour le financement des investissements de l'exercice.

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## ÉQUILIBRE GÉNÉRAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

**Remboursement du capital de la dette**  
148 690 €

**Dépenses d'investissement**  
4 368 470 €

Dépenses d'équipement : 4 058 105 €  
Dotations, fonds et réserves : 1 065 €  
Dépôts et cautionnement : 1 300 €  
Subventions : 308 000 €

**Amortissement des subventions – 22 060 €**

**Opérations patrimoniales – 1 500 €**

**Recettes d'investissement**  
1 798 467,36 €

Subventions : 842 853 €  
Dotations, fonds et réserves : 291 021,85 €  
Excédent de fonctionnement capitalisé : 638 292,51 €  
Dépôts et cautionnement : 1 300 €  
Produits de cession : 1 000 €

**Transfert à la section d'investissement**  
dont amortissement – 773 111 €

**Opérations patrimoniales – 1 500 €**

**Excédent reporté – 1 991 641,64 €**

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Recettes réelles

### → Les dotations – Chapitre 10

- ❖ Excédent de fonctionnement capitalisé => 632 292,51 €
- ❖ Taxe aménagement => 50 000 € (-70 000 €/BP 2025)
- ❖ FCTVA => 241 021,85 €

### → Les subventions – Chapitre 13

- ❖ Département – Équipements de cuisine de la salle des fêtes => 5 000 €
- ❖ Réimputation de subventions vers des comptes amortissables => 308 000 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses réelles

### → La dette au 1<sup>er</sup> janvier 2026 :

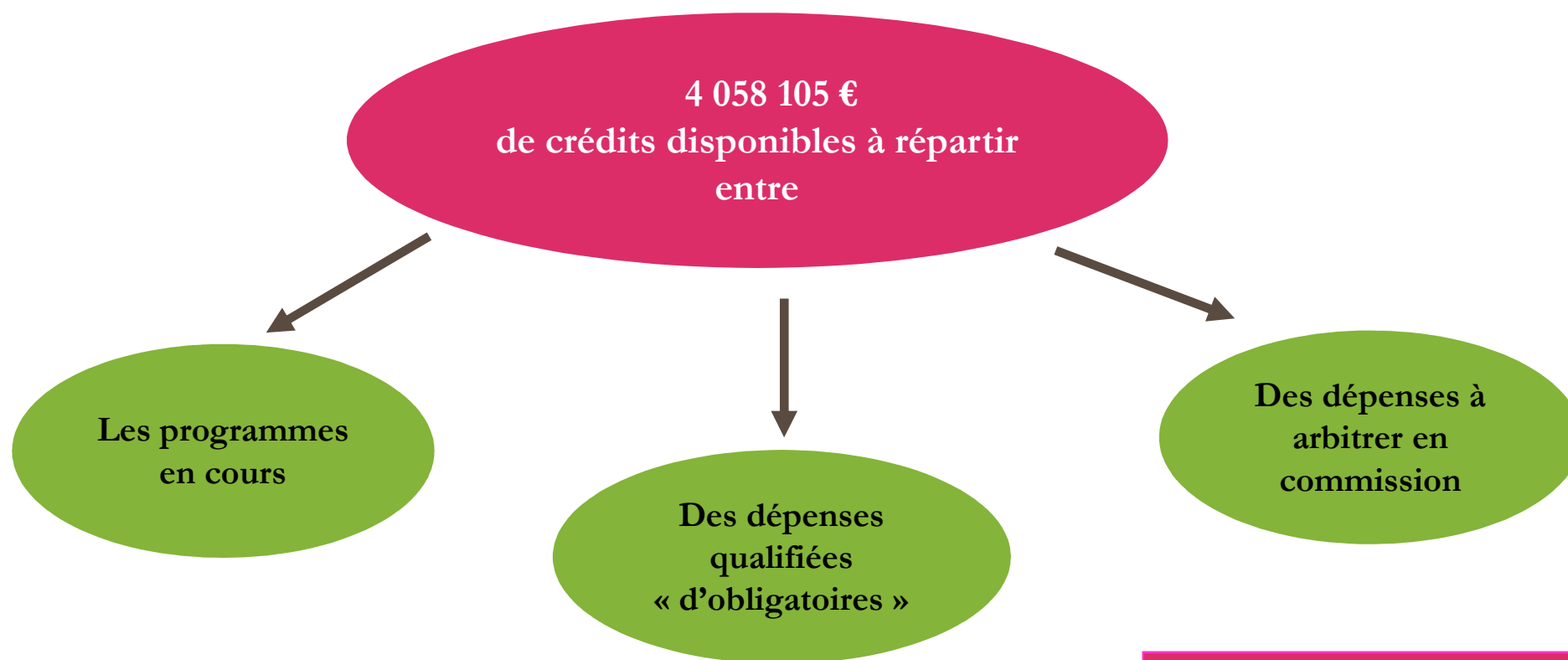
- ❖ Le capital restant dû s'élève à 1 784 278,98 € pour un emprunt
- ❖ Le montant de l'annuité en capital 2026 est de 148 690 €

### → Les dotations, fonds et réserves

- ❖ Le reversement à la CCVL de 5 % du produit de la part communale de taxe d'aménagement => 1 065 €
- ❖ Réimputation de subventions vers des comptes amortissables => 308 000 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

## Section d'investissement – Dépenses d'équipement



# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses d'équipement

Les  
programmes  
en cours  
3 741 493 €

### Dont, notamment :

- Réhabilitation/extension de la salle des fêtes et dépenses connexes (équipement office, mobilier, audio visuel, ...) => 1 817 626 €
- Aménagement de la salle du conseil municipal => 84 320 €
- Maîtrise d'œuvre pour la réfection de la toiture de la Mairie => 30 696 €
- Changement de la chaudière de l'église => 31 850 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses d'équipement

Les  
programmes  
en cours  
3 741 493 €

### Dont, notamment :

- Vidéoprotection : solde extension et déport d'images vers la gendarmerie => 28 321 €
- Modernisation de l'éclairage public (tranche 2) et des travaux de dissimulation des réseaux => 532 084 €
- Travaux de désimperméabilisation des cours d'écoles => 816 052 €
- Régularisations foncières (Route de Marcy, chemin du Ravagnon) => 61 850 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses d'équipement



### Dont, notamment :

- Subvention à verser à Evally Promotion dans le cadre du programme de logements sociaux 1 avenue Lucien Blanc => 132 000 €
- Mise aux normes de l'adressage => 58 982 €
- Refonte du site internet => 16 632 €
- Aménagement du parcours biodiversité le long de la voie verte => 13 634 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses d'équipement

Des dépenses  
qualifiées  
« d'obligatoires »

153 010 €

- Révision du PLU => 110 000 €
- Changement de la chaudière du centre d'animation  
=> 36 000 €
- Reprises de concessions perpétuelles au cimetière  
=> 7 010 €

# LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



## Section d'investissement – Dépenses d'équipement



Enveloppe de crédits disponibles pour arbitrage en commission finances et exécutif le 10 février 2026

